



SESSION ORDINAIRE 2020 – 2021

7 JANVIER 2021

---

**PARLEMENT DE LA RÉGION  
DE BRUXELLES-CAPITALE**

---

**PROPOSITION DE RÉOLUTION**

**visant à l'instauration d'un guichet anti-  
discrimination en matière de logement**

---

**RAPPORT**

fait au nom de la commission  
du logement

par M. Arnaud VERSTRAETE (N)

---

Ont participé aux travaux de la commission:

*Membres effectifs:* M. Martin Casier, Mme Nadia El Yousfi, M. Mohamed Ouriaghli, Mme Zoé Genot, MM. Pierre-Yves Lux, Vincent De Wolf, Bertin Mampaka Mankamba, Mmes Joëlle Maison, Françoise De Smedt, MM. Petya Obolensky, Arnaud Verstraete, Mathias Vanden Borre, Mme Carla Dejonghe.

*Membres suppléants:* Mmes Latifa Aït Baala, Céline Fremault.

*Autres membres:* Mmes Victoria Austraet, Nicole Nketo Bomele, MM. Pepijn Kennis, Sadik Köksal, Mme Véronique Lefrancq.

*Voir:*

**Document du Parlement:**

A-199/1 – 2019/2020: Proposition de résolution.

GEWONE ZITTING 2020 – 2021

7 JANUARI 2021

---

**BRUSSELS  
HOOFDSTEDELIJK PARLEMENT**

---

**VOORSTEL VAN RESOLUTIE**

**ertoe strekkende een dienst tegen  
discriminatie in de huisvesting op te richten**

---

**VERSLAG**

uitgebracht namens de commissie  
voor de Huisvesting

door de heer Arnaud VERSTRAETE (N)

---

Aan de werkzaamheden van de commissie hebben deelgenomen:

*Vaste leden:* de heer Martin Casier, mevr. Nadia El Yousfi, de heer Mohamed Ouriaghli, mevr. Zoé Genot, de heren Pierre-Yves Lux, Vincent De Wolf, Bertin Mampaka Mankamba, mevr. Joëlle Maison, mevr. Françoise De Smedt, de heren Petya Obolensky, Arnaud Verstraete, Mathias Vanden Borre, mevr. Carla Dejonghe.

*Plaatsvervangers:* mevr. Latifa Aït Baala, mevr. Céline Fremault.

*Andere leden:* mevr. Victoria Austraet, mevr. Nicole Nketo Bomele, de heren Pepijn Kennis, Sadik Köksal, mevr. Véronique Lefrancq.

*Zie:*

**Stuk van het Parlement:**

A-199/1 – 2019/2020: Voorstel van resolutie.

## I. Exposé introductif de Mme Véronique Lefrancq, première coauteure de la proposition de résolution

Mme Véronique Lefrancq rappelle que la lutte contre toute forme de discriminations est une problématique centrale en Belgique et *a fortiori* en Région de Bruxelles-Capitale. C'est la capitale de la Belgique de l'Europe et elle dénombre plus de 180 différentes nationalités. La Région jouit d'une dimension internationale et multiculturelle ce qui est l'essence même de son identité qui est plurielle.

La Région n'est cependant pas immunisée ni imperméable face à des comportements et des attitudes discriminatoires à tous points de vue. C'est dans cette optique que plusieurs mécanismes de lutte contre les formes de discrimination ont vu le jour et ont été mis en place au sein de la Région.

Dans la DPG, la majorité actuelle place également la lutte contre les discriminations comme une des priorités de ses engagements. Elle s'inscrit ainsi dans la continuité par rapport à la législature précédente.

En décembre 2019, Actiris avait lancé son nouveau service antidiscrimination qui intensifiait sa lutte contre les discriminations à l'embauche et à la mise à l'emploi de personnes fragilisées. Cela se dénomme Actiris inclusive. Ceci est assorti d'un numéro vert. Concrètement il s'agit d'un guichet antidiscrimination qui vise à offrir des chances égales à tous ceux qui cherchent un emploi en encourageant des signalements et en informant les victimes de la discrimination. Ce service est entièrement gratuit et rencontre un grand succès. Il traite chaque question ou plainte de personnes qui doivent faire face à la discrimination lors de la recherche d'un emploi.

Au niveau du logement le gouvernement de la Région bruxelloise de la précédente législature avait lancé l'idée d'une campagne de testing à grande échelle en 2016-2017. Le but était d'évaluer les pratiques et les comportements discriminatoires pour l'allocation de prêts dans les agences immobilières.

Il est ressorti de cette enquête l'existence de pratiques discriminatoires structurelles sur le marché du logement bruxellois. Le critère le plus discriminant est celui de la ressource des revenus à hauteur de 30%. Ensuite viennent les critères de genre, d'origine ethnique, de l'âge et du handicap.

Si l'on affine un peu plus l'analyse, les résultats étaient encore plus alarmants. Au niveau par exemple des *mystery shopping*, l'étude relève que les agents acceptent de discriminer. De plus, au niveau des tests de correspondance, il avait été démontré qu'il existait une très forte discrimination vis-à-vis des personnes dont le nom est à consonance étrangère et plus particulièrement nord-africaine ou de l'Afrique subsaharienne de 34 à 30%. Ces chiffres datent d'il y a presque trois ans. Le dernier rapport 2019 d'UNIA vient confirmer cette dynamique et cette croissance.

## I. Inleidende uiteenzetting van mevrouw Véronique Lefrancq, eerste mede-indiener van het voorstel van resolutie

Mevrouw Véronique Lefrancq wijst erop dat de strijd tegen alle vormen van discriminatie een centraal thema is in België en *a fortiori* in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Brussel is de hoofdstad van België en van Europa en telt meer dan 180 verschillende nationaliteiten. Het Gewest heeft een internationale en multiculturele dimensie, wat de essentie is van zijn identiteit, die meervoudig is.

Het Gewest is echter niet immuun of ontoegankelijk voor discriminerende gedragingen en houdingen in alle opzichten. Vanuit deze visie werden binnen het Gewest verschillende mechanismen ter bestrijding van vormen van discriminatie uitgewerkt en ingesteld.

In de ABV stelt de huidige meerderheid de bestrijding van discriminatie ook als een van de prioriteiten bij haar verbintenissen. Op die manier sluit zij aan bij de vorige zittingsperiode.

In december 2019 lanceerde Actiris zijn nieuwe dienst ter bestrijding van discriminatie, die zijn strijd tegen discriminatie bij de aanwerving en tewerkstelling van kwetsbare personen opvoerde. De dienst kreeg de naam Actiris Inclusive, en heeft een gratis oproepnummer. Concreet is het een antidiscriminatie dienst die tot doel heeft alle werkzoekenden gelijke kansen te bieden, door meldingen aan te moedigen en de slachtoffers van discriminatie te informeren. Deze dienst is volledig gratis en kent veel succes. Hij behandelt elke vraag of klacht van mensen die te maken hebben met discriminatie bij het zoeken naar werk.

Wat de huisvesting betreft, had de Brusselse gewestregering tijdens de vorige zittingsperiode het idee geopperd om in 2016-2017 een grootschalige testcampagne op te zetten, met als doel de discriminerende praktijken en gedragingen bij de toewijzing van leningen in de vastgoedagentschappen te evalueren.

Deze enquête bracht het bestaan van structurele discriminerende praktijken op de Brusselse woningmarkt aan het licht. Het criterium dat het meest leidt tot discriminatie, te weten 30%, betreft de inkomstenbronnen, gevolgd door het criterium geslacht, etnische afkomst, leeftijd en handicap.

Bij een verdere analyse werden de resultaten nog alarmerender. Bij *mystery shopping* bijvoorbeeld blijkt uit het onderzoek dat de makelaars aanvaarden om te discrimineren. Bovendien was bij de correspondentietesten gebleken dat er sprake was van een zeer sterke discriminatie van mensen met een buitenlandse, met name Noord-Afrikaanse of subsaharaanse, naam, te weten 34 tot 30%. Deze cijfers zijn bijna drie jaar oud. Het meest recente UNIA-rapport van 2019 bevestigt deze dynamiek en deze toename.

Le nombre total de signalements individuels et de dossiers de discrimination a progressé de 13% par rapport à 2018 et de 46% sur les cinq dernières années, soit presque la moitié des dossiers. Près d'un quart des dossiers sont liés à des critères dits raciaux qui porteraient sur une prétendue race, couleur de peau, nationalités, ascendances ou l'origine. Les cas sur base de race sont les plus importants : 951 cas. Le logement suit en seconde position ainsi que le transport, les produits bancaires et les assurances. La tendance est là et les logements n'y échappent pas.

La crise du Corona semble avoir exacerbé la problématique de discrimination. Ainsi dans la presse du 13 octobre on apprend qu'UNIA a ouvert 213 dossiers pour une discrimination dans l'obtention d'un logement en 2019, dont 56 à Bruxelles. UNIA observe que la discrimination au logement a augmenté de 42%.

Par rapport à la discrimination ethnique (Belgo-Marocains) pour des logements locatifs une étude de l'ULB avait relaté au 15 octobre dernier que celle-ci avait doublé presque depuis le premier confinement.

C'est dans cette optique qu'avec les autres auteurs de cette proposition de résolution la volonté existe d'intensifier la lutte contre la discrimination au logement à travers la mise en place d'un nouvel outil, qui serait un guichet antidiscrimination au sein de Bruxelles logement et de la SLRB et qui s'organiserait un peu comme Actiris. La proposition propose :

- l'instauration d'un guichet antidiscrimination au sein de la future Maison du Logement, regroupant notamment l'administration de Bruxelles Logement et de la Société du Logement de la Région de Bruxelles-Capitale doté d'un budget suffisant à la mise en place efficace de son organisation, de ses objectifs et de ses missions accompagnés d'un numéro vert prenant en charge les signalements, questions et plaintes de victimes de discrimination au logement ainsi que d'un formulaire de signalement en ligne commun sur leur site internet ;
- l'organisation de permanences pour les victimes de discrimination au logement au sein des administrations de Bruxelles Logement et de la Société du Logement de la Région de Bruxelles-Capitale, donnant la possibilité d'une aide pour la création d'un dossier pouvant constituer une plainte auprès d'UNIA et de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes ;
- le lancement d'une campagne spécifique de promotion de ce guichet anti-discrimination logement afin de le faire connaître rapidement aux citoyens et aux associations de lutte contre les discriminations et pour le droit au logement, en partenariat structurel et systématique avec UNIA et l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes ;
- la promotion continue la plus large possible de ce guichet antidiscrimination logement au sein des 19 communes bruxelloises et un soutien financier de la Région

Het totale aantal individuele meldingen en dossiers inzake discriminatie is met 13% gestegen ten opzichte van 2018 en met 46% in de afgelopen vijf jaar, d.w.z. bijna de helft van de dossiers. Bijna een kwart van de dossiers heeft betrekking op zogenaamde raciale criteria, die gebaseerd zouden zijn op ras, huidskleur, nationaliteit, afstamming of afkomst. De gevallen op basis van het ras zijn het talrijkst: 951 gevallen. Op de tweede plaats komt de huisvesting, evenals het vervoer, het bankwezen en de verzekeringen. De trend bestaat en huisvesting is daarop geen uitzondering.

De coronacrisis lijkt het discriminatieprobleem te hebben verergerd. In de pers van 13 oktober kan men bijvoorbeeld lezen dat UNIA 213 dossiers heeft geopend voor discriminatie bij het verkrijgen van een woning in 2019, waarvan 56 in Brussel. UNIA stelt vast dat de discriminatie inzake huisvesting met 42% is toegenomen.

Met betrekking tot de etnische discriminatie (Belgisch-Marokkaans) voor huurwoningen meldde een ULB-onderzoek van 15 oktober 2020 dat deze sinds de eerste lockdown bijna was verdubbeld.

Tegen deze achtergrond is het de bedoeling om, samen met de andere indieners van dit voorstel van resolutie, de strijd tegen discriminatie inzake huisvesting op te voeren door een nieuw instrument in te zetten, namelijk een dienst tegen discriminatie binnen Brussel Huisvesting en de BGHM, die net als bij Actiris zou worden georganiseerd. Daarin wordt voorgesteld:

- een dienst ter bestrijding van discriminatie op te richten in het toekomstige Huis van de Huisvesting (met onder meer de administratie van Brussel Huisvesting en de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij), waarvan het budget volstaat om de organisatie, de doelstellingen en de opdrachten van het Huis van de Huisvesting doeltreffend uit te voeren, met een gratis nummer voor meldingen, vragen en klachten van slachtoffers van discriminatie inzake huisvesting en een gemeenschappelijk online meldingsformulier op hun website;
- permanenties voor slachtoffers van discriminatie in de huisvesting te organiseren binnen hun administratie met de mogelijkheid om bijstand te verlenen bij het aanleggen van een dossier dat een klacht bij Unia, maar ook bij het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen kan vormen;
- een specifieke campagne te lanceren om de nieuwe dienst te promoten, teneinde hem snel bekend te maken bij de burgers en de verenigingen die strijden tegen discriminatie en voor het recht op huisvesting, in een structureel en systematisch partnerschap met Unia en het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen;

deze dienst tegen discriminatie inzake huisvesting zo breed mogelijk te promoten binnen de 19 Brusselse gemeenten en financiële steun van het Brussels Gewest te

bruxelloise pour inciter à mettre en place un référent antidiscrimination au logement au sein des administrations communales.

## II. Discussion générale

Mme Nadia El Yousfi a lu avec attention la proposition de résolution qui vise à mettre en place un guichet antidiscrimination en complément de l'ordonnance du 21 décembre 2018 prise par le gouvernement de l'époque par Mme Céline Fremault. Concrètement, il s'agit d'un guichet antidiscrimination visant à offrir une égalité des chances dans l'encouragement des signalements en informant les personnes ayant subi une discrimination.

Évidemment, son groupe partage le constat. La lutte contre les situations a toujours été au centre des engagements de l'oratrice. Le groupe socialiste a toujours été fort impliqué et très actif dans ce combat. La proposition déposée aujourd'hui a pour objectif d'instaurer une plate-forme au sein de la SLRB et de Bruxelles Logement et serait en quelque sorte à nouveau un guichet antidiscrimination en matière de logement. Il convient néanmoins de se donner le temps de la réflexion.

Le plan d'urgence logement sera présenté très prochainement au Parlement. Ce plan prévoit la mise en place d'un groupe de travail composé notamment de représentants de Bruxelles Logement, d'UNIA, d'equal.brussels, etc. Ce dernier va s'atteler à l'évaluation de l'ordonnance du 21 décembre 2018 afin de formuler des suggestions d'ordre réglementaire et législatif ou organisationnel. Le but affiché de ce groupe de travail est le renforcement du dispositif régional dans les discriminations dans l'accès au logement. Il serait donc plus pertinent aux yeux du groupe socialiste d'analyser d'abord les résultats de ce groupe de travail d'experts dans le but de proposer par la suite de nouvelles mesures complémentaires dans le dispositif existant.

Il ne convient pas de se précipiter puisque le but de chacun est d'arriver aux mesures les plus efficaces dans cette lutte contre la discrimination.

La création d'un tel guichet ne garantit pas une collecte efficace des éléments d'informations. Les victimes de discriminations n'ont pas tendance à se déplacer pour émettre une plainte.

Au sein de Bruxelles Logement il faut rappeler qu'il existe déjà des guichets de plaintes relatifs aux logements locatifs en matière de discrimination. Par conséquent Mme El Yousfi est convaincue que ce guichet dans les faits ne sera qu'un doublon.

Depuis 2004, des débats sont en cours qui ont trait à l'emploi et en même temps au logement. Les chiffres que nous connaissons ne sont malheureusement que la pointe de l'iceberg, d'où la nécessité de bien réfléchir sur la mise en place d'un guichet.

verlenen om de aanstelling van een referentiepersoon voor discriminatie in de huisvesting binnen de gemeentebesturen aan te moedigen.

## II. Algemene bespreking

Mevrouw Nadia El Yousfi heeft het voorstel van resolutie, dat tot doel heeft een dienst tegen discriminatie op te richten ter aanvulling van de ordonnantie van 21 december 2018 van de toenmalige regering, namelijk die van mevrouw Céline Fremault, aandachtig gelezen. Concreet gaat het hier over een dienst tegen discriminatie die tot doel heeft gelijke kansen te bieden bij het aanmoedigen van meldingen door mensen die te maken hebben gehad met discriminatie te informeren.

Natuurlijk is haar fractie het daarmee eens. De strijd tegen dergelijke situaties heeft altijd centraal gestaan in haar engagementen. De socialistische fractie in het Europees Parlement is altijd zeer betrokken en zeer actief geweest bij deze strijd. Het vandaag ingediende voorstel beoogt de oprichting van een platform binnen de BGHM en huisvesting.brussels en zou een soort van antidiscriminatieloket zijn op het gebied van huisvesting. Het is echter nodig de tijd te nemen om na te denken.

Het noodplan voor huisvesting zal binnen afzienbare tijd aan het Parlement worden voorgelegd. Het plan voorziet in de oprichting van een werkgroep met vertegenwoordigers van huisvesting.brussels, UNIA, equal.brussels, enz. Dit laatste bestuur zal de ordonnantie van 21 december 2018 evalueren om voorstellen van wet- en regelgevende of organisatorische aard te formuleren. De werkgroep heeft als doel de gewestelijke regeling ter bestrijding van discriminatie bij de toegang tot huisvesting te versterken. Daarom zou het volgens de socialistische fractie relevanter zijn om eerst de conclusies van de werkgroep van deskundigen te analyseren en vervolgens nieuwe maatregelen ter aanvulling van de bestaande regeling voor te stellen.

Men mag niet overhaast te werk gaan, want iedereen streeft naar de doeltreffendste maatregelen in de strijd tegen discriminatie.

De oprichting van een dergelijke dienst garandeert geen efficiënte verzameling van de informatie. Slachtoffers van discriminatie zijn niet geneigd zich te verplaatsen om een klacht in te dienen.

Binnen huisvesting.brussels dient eraan herinnerd te worden dat er al diensten bestaan waar klachten over discriminatie op de markt van de huurwoningen kunnen worden ingediend. Mevrouw El Yousfi is er dan ook van overtuigd dat de dienst in de praktijk enkel een overlapping zal zijn.

Sinds 2004 worden besprekingen gevoerd die tegelijk over werkgelegenheid en huisvesting gaan. De cijfers die we kennen, zijn helaas slechts het topje van de ijsberg. Vandaar de noodzaak om goed na te denken over de oprichting van een nieuwe dienst.

De plus, le plan d'urgence envisage de lancer une campagne de communication afin d'informer les candidats-locataires quant à leurs droits face aux discriminations qu'ils pourraient subir sur le marché. En parallèle, le gouvernement compte assurer une information continue des citoyens par téléphone, via Internet et par les différents guichets existants. Cette campagne de sensibilisation est prévue pour le premier trimestre de l'année 2021.

L'oratrice souligne le fait que le gouvernement a prévu d'intensifier les testings proactifs pour détecter des infractions et le cas échéant pour appliquer des sanctions administratives.

Voici les raisons pour lesquelles le groupe socialiste ne soutiendra pas le texte de la proposition de résolution. La majorité agit et ne perd pas de vue la priorité de la DPR. Son groupe soutient les actions des associations et des acteurs du terrain préexistants qui chaque jour luttent contre les discriminations au logement. Les garanties nécessaires sont apportées par le plan d'urgence logement et l'oratrice est impatiente de voir sa mise en œuvre dans la Région.

Mme Françoise De Smedt explique pourquoi son groupe soutiendra le texte. D'abord il partage le constat. L'instauration d'un tel guichet va dans le bon sens. Il est inacceptable qu'une partie importante de la population soit écartée du marché du travail ou discriminée par rapport au logement. La Belgique figure parmi les pires des pays de l'UE. Toutes les études le prouvent depuis longtemps. Les plans antidiscrimination et les labels diversité ne suffisent pas. Former et sensibiliser les gens est nécessaire, mais il faut renforcer les outils de contrôle et de suivis et sanctionner ceux qui discriminent.

Le groupe cdH a lui-même voté un instrument d'antidiscrimination qui est « rongé dans sa boîte » : à savoir le testing. C'était une modification majeure du code du Logement en 2018. Ici un autre outil important est mis en avant. L'oratrice en appelle à appliquer le testing. Zéro tests ont été effectués. Ils doivent être proactifs avec des moyens supplémentaires.

Mme De Smedt est pour l'idée d'un guichet pour le marché locatif. Il semble bien marcher pour Actiris. Le soutien et l'accompagnement des victimes sont importants. Il convient de les outiller pour porter plainte et d'aller jusqu'au bout.

M. Mathias Vanden Borre, au nom de la N-VA, trouve également qu'on doit lutter fermement contre toutes les formes de discrimination. Il souligne que la langue figure aussi explicitement parmi les motifs de discrimination, et qu'il faut donc également lutter contre la discrimination linguistique.

Dans la pratique, on constate que cette forme de discrimination est également très courante dans le domaine du logement. À titre d'exemple, M. Vanden Borre évoque la

Bovendien voorziet het noodplan in een communicatiecampagne om kandidaat-huurders te informeren over hun rechten in geval van eventuele discriminatie op de woningmarkt. De regering is tegelijk van plan om de burgers via de telefoon, het internet en de verschillende bestaande diensten te blijven informeren. De bewustmakingscampagne is gepland voor het eerste kwartaal van 2021.

De spreker benadrukt dat de regering van plan is om meer werk te maken van de proactieve tests voor het opsporen van overtredingen en, in voorkomend geval, administratieve sancties op te leggen.

Om die redenen zal de socialistische fractie het voorstel van resolutie niet steunen. De meerderheid treedt op en verliest de prioriteit van de GBV niet uit het oog. Haar fractie steunt de acties van de reeds bestaande verenigingen en actoren in het veld die elke dag discriminaties in de huisvesting bestrijden. Het noodplan voor de huisvesting biedt de nodige garanties en de spreker staat te popelen dat het in het Gewest wordt uitgevoerd.

Mevrouw Françoise De Smedt legt uit waarom haar fractie het voorstel zal steunen. In de eerste plaats is haar fractie het eens met de vaststelling. De oprichting van een dergelijke dienst is een stap in de goede richting. Het is onaanvaardbaar dat een groot deel van de bevolking uitgesloten wordt van de arbeidsmarkt of gediscrimineerd wordt in de huisvesting. België behoort tot de EU-landen die op dat gebied het slechtst scoren. Alle onderzoeken tonen dat allang aan. Men kan niet volstaan met antidiscriminatieplannen en diversiteitslabels. Opleiding en bewustmaking zijn noodzakelijk, maar de middelen voor de controle en follow-up moeten worden versterkt en degenen die discrimineren moeten gestraft worden.

De cdH-fractie heeft zelf gestemd voor een antidiscriminatie-instrument dat "een lege doos is gebleken", namelijk de tests. Dat was een ingrijpende wijziging van de Huisvestingscode in 2018. Hier wordt een ander belangrijk instrument naar voren geschoven. De spreker roept op tot testing. Er werden helemaal geen tests uitgevoerd. Ze moeten proactief zijn en extra middelen krijgen.

Mevrouw De Smedt is voorstander van een dienst voor de huurmarkt. Dat lijkt goed te werken bij Actiris. Steun en begeleiding van de slachtoffers zijn belangrijk. Ze moeten de nodige middelen krijgen om klacht te kunnen indienen en de hele procedure te doorlopen.

De heer Mathias Vanden Borre namens N-VA vindt ook dat alle vormen van discriminatie daadkrachtig moeten bestreden worden. De spreker wijst erop dat ook taal expliciet als discriminatiegrond wordt aangemerkt en dus ook aan taaldiscriminatie moet verholpen worden.

Vaststellingen in de praktijk tonen aan dat deze discriminatievorm ook bij huisvesting zeer vaak voorkomt. De heer Vanden Borre verwijst als voorbeeld naar de OVM

SISP « En bord de Soignes », qui n'a même pas encore d'appellation néerlandaise à ce jour, dont le site web est rédigé uniquement en français et qui doit desservir 100.000 Bruxellois. De plus, seuls 4% du personnel des 16 SISP sont néerlandophones : soit 50 membres du personnel sur 1.400 !

On peut donc ainsi affirmer que les néerlandophones ont beaucoup plus de mal à trouver un logement social que les francophones. On n'entend jamais la majorité, pas même les néerlandophones, à ce sujet.

Plus généralement, ces constats ont aussi été confirmés récemment par le rapport linguistique 2019 du vice-gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale. Dans le débat qui s'ensuit, la N-VA prend la parole sur une résolution qu'elle entend déposer et qui est rejetée par la majorité sans y répondre sur le fond. Cela montre que les communes et les CPAS bruxellois enfreignent de manière flagrante la législation linguistique et contribuent ainsi à perpétuer la discrimination linguistique.

Au RVG, les partis disent qu'ils veulent s'y attaquer. Mais dans les faits, la réalité est bien différente.

La langue est aussi un motif de discrimination !

M. Vanden Borre doute cependant qu'il faille encore créer un nouveau service pour lutter contre les discriminations au logement. Il se réfère à la procédure prévue par le Code bruxellois du logement (titre X), selon laquelle toute personne, association ou service public peut déjà déposer une plainte ou introduire un signalement à la DIRL. Le suivi n'est pas suffisant et la secrétaire d'État doit s'y atteler. En outre, les tribunaux sont également compétents pour connaître des litiges. Un service supplémentaire compliquera et ralentira la pratique.

Par crainte d'effets corollaires indésirables, l'orateur s'abstiendra.

M. Arnaud Verstraete remercie Mme Lefrancq d'avoir déposé la présente proposition sur un thème important. La discrimination au logement est un vrai problème. Chiffres et études le montrent. Ce problème est encore plus vif en ces temps de Covid-19. Dans le passé, Groen et Écolo ont plaidé en faveur de tests. Mme Genot a contribué à leur mise en place sur le marché du travail. Cependant, on ne s'est pas montré assez ferme. Du fait des conditions imposées par le précédent gouvernement, les tests sont devenus une coquille vide. UNIA a également abordé cette réalité dans un récent rapport et, en matière de tests, on ne fait rien parce que les conditions sont trop lourdes : il faut un soupçon sérieux d'une forme démontrable de discrimination avant de pouvoir procéder à un test. Et ce uniquement pour les personnes qui ont déjà fait quelque chose. On touche ainsi les professionnels, tels que les agences immobilières. Le bailleur privé reste hors d'atteinte. Ce qui fonctionne aujourd'hui, c'est une procédure de plainte. Mme El Yousfi y a fait référence. Les plaintes peuvent également être déposées en ligne au moyen d'un smartphone ou d'un ordinateur.

“En bord de Soignes”, die tot op heden niet eens beschikt over een Nederlandstalige benaming en waarbij de website eentalig in het Frans is opgesteld en 100.000 Brusselaars moet bedienen. Bovendien is slechts 4% van de personeelsleden van de 16 OVM's Nederlandstalig; dit is 50 op 1.400 personeelsleden!

Op die manier kan men stellen dat Nederlandstaligen veel moeilijker aan een sociale woning geraken dan Franstaligen. Hierover hoort men de meerderheid en zelfs de Nederlandstaligen nooit praten.

Deze vaststellingen werden recent ook meer algemeen bevestigd door het taalrapport voor 2019 van de vice-gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad. Het debat dat hierop volgt is dat de N-VA het woord neemt over een resolutie die het wil indienen en door de meerderheid wordt weggestemd zonder er een inhoudelijke repliek aan te wijden. Daaruit blijkt dat de Brusselse gemeenten en OCMW's op flagrante wijze de taalwetgeving aan hun laars lappen en zo taaldiscriminatie mee in stand houden.

In de RVG zeggen partijen dat ze er iets willen aan doen. De feiten vertellen een ander verhaal.

Ook taal is een vorm van discriminatie!

De heer Vanden Borre betwijfelt echter of er voor het bestrijden van discriminatie in de huisvesting nog een nieuwe dienst moet opgericht worden. Hij verwijst naar de procedure in de Brusselse Huisvestingscode (Titel X), waarbij elke persoon, vereniging of overheidsdienst reeds een klacht kan indienen of een melding kan maken bij de DGHI. Dit wordt onvoldoende opgevolgd en de staatssecretaris moet er werk van maken. Daarnaast zijn ook de rechtbanken bevoegd om kennis te nemen van geschillen. De praktijk wordt door bijkomende dienst complexer en vertraagd.

Uit vrees voor ongewenste neveneffecten zal de spreker zich onthouden.

De heer Arnaud Verstraete dankt mevrouw Lefrancq om dit voorstel in te dienen over een belangrijk onderwerp. Discriminatie bij huisvesting is een reëel probleem. Cijfers en studies tonen het aan. Dit probleem stelt zich nog scherper in tijden van Covid-19. Groen en Ecolo hebben in het verleden gepleit voor testing. Mevrouw Genot heeft hier mee voor gezorgd in de arbeidsmarkt. Dit gebeurde evenwel op een manier die te zwak was. De door de vorige regering opgelegde voorwaarden om te kunnen testen deden het verworden tot een lege doos. UNIA heeft deze realiteit ook aangekaart in een recent verslag en inzake testing gebeurt niets omdat de voorwaarden te zwaar zijn: zwaar vermoeden van een aantoonbare vorm van discriminatie voor men kan gaan testen. En dit enkel nog bij mensen die al iets gedaan hebben. Zo komt men uit bij professionals zoals immokantoren. De privéverhuurder blijft buiten schot. Wat vandaag wel werkt is een klachtenprocedure. Mevrouw El Yousfi heeft ernaar verwezen. Ook online zijn klachten mogelijk via een smartphone of via de computer.

Les personnes victimes d'une discrimination ont besoin d'un logement et elles ont besoin qu'on mette fin à cette discrimination. Elles n'attendent pas un nouveau guichet où porter plainte. Ce guichet existe déjà. Il faut réduire le nombre de faits. L'expérience sur le terrain à Gand montre que des tests proactifs suivis d'un dialogue conduisent à des changements. Cela a été mesuré. On observe une diminution du nombre de discriminations. M. Verstraete a appelé la secrétaire d'État et il l'appelle de nouveau à reprendre les tests. Le Plan Urgence Logement ne mentionne pas suffisamment les tests proactifs. Ce n'est pas une mesure lourde à instaurer. C'est un outil puissant. Groen ne soutiendra pas l'idée d'un nouveau guichet. La discrimination fondée sur la langue est également importante, mais la discussion porte ici sur une réalité différente. L'étude citée concerne les emplois dans la fonction publique. Personnellement, M. Verstraete n'a pas connaissance de personnes qui se seraient vu refuser un logement à cause d'une langue. Mais cela ne veut pas dire que ce soit admissible et que cela n'existe pas.

M. Pepijn Kennis souligne que l'origine et les moyens jouent un rôle dans l'octroi d'un logement. C'est inadmissible. Un nouveau service peut contribuer à résoudre le problème. C'est donc une bonne idée, mais il faut aller plus loin. Il faut tester de façon proactive, hors plaintes. Tous les moyens doivent être utilisés.

Mme Zoé Genot remercie le cdH de remettre ce sujet sur la table c'est un grand enjeu. Si les loyers sont si élevés, c'est à cause de la discrimination. Certaines personnes discriminées savent qu'ils paient trop cher, mais ils savent qu'ils ne trouveront rien d'autre. Autre hypothèse : il faut accepter des logements insalubres et de mauvaise qualité. Le testing a du mal à se mettre en place vu les difficultés pour fournir des preuves. La Région n'a pas besoin d'un nouveau guichet. UNIA peut guider les gens vers le service compétent. Les campagnes d'information sont importantes et guident les gens. Elles sont la priorité.

Mme Joëlle Maison remercie le cdH pour sa proposition dont chacun partage les objectifs. Il existe un dispositif et il est prévu de l'évaluer dans un groupe de travail. Ceci permettra de revisiter l'ordonnance du 21 décembre 2018. Elle rappelle qu'une campagne de communication est prévue par le PUL afin de sensibiliser les locataires de leurs droits. Le gouvernement prend donc ses responsabilités. Le texte est pertinent, mais il vient trop tôt. Il conviendrait d'attendre le travail du groupe de travail.

M. Mathias Vanden Borre répète l'importance du néerlandais et il souligne à nouveau que, dans la pratique, des néerlandophones se voient refuser l'accès à un logement. On ne résout pas un problème en le niant. Au sein de la police aussi, la langue a d'importantes conséquences. C'est une forme sérieuse de discrimination et d'hypocrisie.

Gediscrimineerden hebben nood aan woningen en nood aan het stoppen van de discriminatie. Zij wachten niet op een extra loket om klachten in te dienen. Het bestaat al. Men dient de feiten terug te dringen. De ervaring op het terrein in Gent leert dat proactief testen gevolgd door een dialoog tot veranderingen leidt. Dit werd gemeten. Men stelt een daling vast van het aantal discriminaties. De heer Verstraete heeft de staatssecretaris opgeroepen en doet het opnieuw om de testing weer op te nemen. Het Noodplan Huisvesting vermeldt proactieve testing niet op voldoende wijze. Het is geen zware maatregel om in te voeren. Het is een krachtig middel. Groen zal het idee van een bijkomend loket niet ondersteunen. Ook discriminatie op basis van taal is belangrijk maar de discussie hier gaat toch over een andere realiteit. De studie die werd aangehaald gaat over jobs bij de overheid. Persoonlijk heeft de heer Verstraete geen weet van mensen die geen woning zouden hebben kunnen krijgen omwille van een taal. Dit wil niet zeggen dat het toelaatbaar is en niet bestaat.

De heer Pepijn Kennis onderstreept hoe afkomst en middelen een rol spelen bij het toekennen van een woning. Dit is ontoelaatbaar. Een bijkomende dienst kan hiertoe bijdragen. Het is dus een goed idee maar men moet verder gaan. Proactieve testing dient te gebeuren naast klachten. Alle middelen moeten worden ingezet.

Mevrouw Zoé Genot dankt de cdH-fractie, omdat ze het vraagstuk opnieuw ter tafel heeft gebracht, want het gaat om een grote uitdaging. Als de huurprijzen zo hoog zijn, dan is dat wegens de discriminatie. Sommige mensen die gediscrimineerd worden, weten dat ze te veel betalen, maar weten dat ze niets anders zullen vinden. Een andere hypothese is dat men ongezonde woningen van slechte kwaliteit moet aanvaarden. De testing komt moeilijk van de grond, omdat het moeilijk is bewijzen te leveren. Het Gewest heeft geen nieuwe dienst nodig. UNIA kan de mensen naar de juiste dienst verwijzen. Informatiecampagnes zijn belangrijk en maken de mensen wegwijs. Ze zijn dan ook de prioriteit.

Mevrouw Joëlle Maison dankt de cdH-fractie voor haar voorstel, waarvan de doelstellingen door iedereen worden onderschreven. Er bestaat een regeling, die door een werkgroep zal worden geëvalueerd. Dat zal het mogelijk maken om de ordonnantie van 21 december 2018 te herzien. De spreker wijst erop dat het NPH in een communicatiecampagne voorziet om de huurders bewust te maken van hun rechten. De regering neemt dus haar verantwoordelijkheid op zich. Het voorstel is relevant, maar komt te vroeg. Eerst zou men de conclusies van de werkgroep moeten afwachten.

De heer Mathias Vanden Borre herhaalt het belang van het Nederlands en onderstreept nogmaals hoe dit in de praktijk ertoe leidt dat deze Nederlandstalige personen geen woning kunnen bemachtigen. Men lost een probleem niet op door het te ontkennen. Ook bij de politie heeft de taal belangrijke gevolgen. Het is een erge vorm van discriminatie en hypocrisie.

M. Arnaud Verstraete condamne la discrimination sous toutes ses formes. Il n'a toutefois connaissance d'aucun cas où des néerlandophones se seraient vu refuser un logement en raison de leur langue.

Mme Véronique Lefrancq découvre à l'instant l'action n° 24 dans le PUL et en donne lecture. Elle salue ces actions, mais doute sur leur caractère innovant. D'autres déclarations et intentions sont faites. Les discriminations sont là. Il faut agir concrètement et c'est précisément ce que vise son texte.

Elle entend dire par les commissaires que c'est ou trop tôt ou que ce n'est pas une priorité. Tous les arguments sont mis en avant. Le testing quant à lui pose dans la pratique un problème de preuves. À l'instar de l'emploi, on prévoit ici un système similaire. Pour Actiris, chacun reconnaît l'utilité d'un guichet. Le cdH souhaite une attitude constructive. Il faut donner de moyens aux communes et communiquer. L'oratrice se propose de suivre ce dossier avec intérêt.

Mme Nadia El Yousfi remercie Mme Lefrancq de remettre l'attention sur ce débat. Certaines thématiques dépassent vraiment les clivages majorité opposition. Le débat est et doit être constructif. Le moment est important, mais il faut évaluer les outils mis en place afin de les rendre plus efficaces. Les associations du terrain disent que les chiffres diffèrent de la réalité. D'où l'obligation d'évaluer pour trouver l'outil le plus efficace possible. Il faut de plus interagir avec les communes et les associations. Des sanctions aussi seront importantes face à la discrimination qui est un délit.

### **III. Discussion des considérants et des tirets du dispositif et votes**

#### *Premier considérant*

Le premier considérant ne suscite aucun commentaire.

#### **Vote**

Le premier considérant est rejeté par 9 voix contre 4 et 1 abstention.

Le président décide de passer immédiatement au vote sur l'ensemble de la proposition.

### **IV. Vote sur l'ensemble de la proposition de résolution**

L'ensemble de la proposition de résolution est rejeté par 9 voix contre 4 et 1 abstention.

De heer Arnaud Verstraete verwerpt discriminatie in al zijn vormen. De spreker heeft geen weet van voorvallen waarbij Nederlandstaligen geen toegang krijgen tot een woning op basis van hun taal.

Mevrouw Véronique Lefrancq ontdekt nu pas actie nr. 24 van het NPH. Ze leest de tekst voor. Ze juicht die acties toe, maar twijfelt eraan of ze innovierend zijn. Er worden andere verklaringen afgelegd en intenties meegedeeld. Discriminaties zijn een feit. Er moet concrete actie worden ondernomen. Dat is precies wat haar voorstel beoogt.

Ze hoort de commissieleden zeggen dat het te vroeg is of dat het geen prioriteit is. Alle argumenten worden aangevoerd. De testing doet in de praktijk problemen met de bewijslevering rijzen. Net als bij de werkgelegenheid voorziet men hier in een soortgelijk systeem. Wat Actiris betreft, erkent iedereen het nut van een specifieke dienst. De cdH wil graag een constructieve houding zien. De gemeenten moeten middelen krijgen en communiceren. De spreker is van plan het dossier aandachtig te volgen.

Mevrouw Nadia El Yousfi dankt mevrouw Lefrancq, omdat ze de aandacht weer op het debat heeft gevestigd. Sommige thema's overstijgen de kloof tussen meerderheid en oppositie. Het debat is en moet constructief zijn. De tijdsfactor is belangrijk, maar de ingevoerde instrumenten moeten geëvalueerd worden om ze efficiënter te maken. De verenigingen op het terrein wijzen erop dat de cijfers de werkelijkheid niet weergeven. Vandaar de verplichting om te evalueren en aldus het efficiëntst mogelijke instrument te vinden. Men moet bovendien samenwerken met de gemeenten en de verenigingen. Sancties zullen ook belangrijk zijn in het geval van discriminatie, die een misdrijf is.

### **III. Bespreking van de consideransen en van de streepjes van het verzoekend gedeelte en stemmingen**

#### *Eerste considerans*

De eerste considerans lokt geen enkele commentaar uit.

#### **Stemming**

De eerste considerans wordt verworpen met 9 stemmen tegen 4, bij 1 onthouding.

De voorzitter beslist onmiddellijk over te gaan tot de stemming over het geheel van het voorstel.

### **IV. Stemming over het geheel van het voorstel van resolutie**

Het voorstel van resolutie wordt in zijn geheel verworpen met 9 stemmen tegen 4, bij 1 onthouding.



– *Confiance est faite au rapporteur pour la rédaction du rapport.*

– *Vertrouwen wordt geschonken aan de rapporteur voor het opstellen van het verslag.*

*Le Rapporteur,*

*Le Président,*

*De Rapporteur,*

*De Voorzitter,*

Arnaud VERSTRAETE

Petya OBOLENSKY

Arnaud VERSTRAETE

Petya OBOLENSKY